

LE TEMPS

Racisme Mardi 17 mars 2009

Durban II: le Conseil fédéral temporise

Par Valérie de Graffenried

Micheline Calmy-Rey a souligné, devant le National, que le gouvernement attendait les résultats des travaux préparatoires avant de prendre une décision

La Suisse participera-t-elle à la réunion controversée de Durban II sur le racisme? Rien n'est encore fait. «Le Conseil fédéral prendra une décision à l'aune des résultats du processus préparatoire», a souligné lundi Micheline Calmy-Rey devant le National, à l'heure des questions. Plusieurs parlementaires s'étaient inquiétés de la polémique qui entoure la tenue de la conférence. Et, par ricochet, de la position suisse.

Durban II, la réunion de suivi de la conférence de Durban sur le racisme, devrait se tenir du 20 au 24 avril à Genève. Le Canada, Israël et l'Italie ont décidé de la boycotter. Les Etats-Unis ont communiqué leur «retrait conditionnel». Quant à l'UE, elle menace à son tour de boycotter l'événement, a-t-on appris lundi soir par le chef de la diplomatie tchèque, Karel Schwarzenberg. En cause: la condamnation unilatérale d'Israël dans le projet de déclaration finale. Le fait que des pays islamiques cherchent à faire considérer toute critique de l'islam comme de l'islamophobie a contribué à alimenter la controverse.

Spéculations politiques

Pour le Conseil fédéral, la conférence doit se limiter à un examen des engagements pris en septembre 2001 à Durban. Il s'est déjà clairement prononcé contre l'utilisation abusive de la conférence comme plateforme de l'antisémitisme et de l'opposition à l'Etat d'Israël. «Le Conseil fédéral est-il prêt à clarifier sa position et à annoncer la non-participation de la Suisse au cas où l'on n'effectuerait pas des corrections radicales dans le document relatif à Durban II avant même le début de la conférence?» a demandé Mario Fehr (PS/ZH). «Si les pays européens, si les Etats-Unis et si peut-être même la Suisse décident de ne pas participer à Durban II, comment réagira la Suisse en tant que pays d'accueil de cette conférence?» a ajouté Isabelle Moret (PLR/VD).

Réponse, prudente, de Micheline Calmy-Rey: il est trop tôt pour dire si la conférence sera un échec ou un succès. Beaucoup reste à faire pour améliorer le texte final; les négociations sont en cours, a-t-elle ajouté en parlant de «phase délicate». «Nous souhaitons que cette conférence soit un succès, comme pays hôte, mais aussi parce que le racisme est une question sérieuse qui ne doit pas faire l'objet de spéculations politiques», a précisé la ministre.

Micheline Calmy-Rey a rappelé avoir rencontré la semaine dernière Navanethem Pillay, la haut-commissaire aux droits de l'homme, «qui s'est déclarée confiante dans l'issue des travaux préparatoires». Des réunions formelles de négociation sont agendées au début du mois prochain à Genève. En parallèle, des consultations informelles se poursuivent entre différentes délégations, le président du groupe de travail chargé de préparer le texte final et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

